

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 Valence

Valence, le 17 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HYDROCHEM

ZI des Gresses
615 chemin des Plantas
26 290 Donzère

Références : 20251017-RAP-DAEN1128
Code AIOT : 0010300056

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2025 dans l'établissement HYDROCHEM implanté ZI des Gresses 615 chemin des Plantas 26 290 Donzère. L'inspection a été annoncée le 02/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est déroulée dans le cadre d'une part des suites de l'inspection réalisée en mars 2023 et d'autre part de la réalisation des analyses des substances PFAS de l'année 2024 et de leurs résultats .

Un point sur des évolutions réglementaires a également été réalisé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HYDROCHEM
- ZI des Gresses 615 chemin des Plantas 26 290 Donzère
- Code AIOT : 0010300056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Hydrochem est un groupe qui comprend 4 sites dont 3 sites ICPE. Le site de Donzère est soumis à la directive IED, et le BREF principal est le BREF STM relatif au « Traitement de surface des métaux et des matières plastiques ».

Le site emploie 17 personnes.

Son activité concerne la mise en propreté des métaux, acier carbone et inox, sur place dans les ateliers ou bien en chantier sur le site de leurs clients.

Les matériels traités proviennent de nombreux domaines d'activités (pétrochimie, énergie, pharmaceutique, cosmétique, construction...) utilisateurs d'acier ou d'inox ayant besoin d'être nettoyé avant sa mise en service.

L'entreprise est certifiée ISO 9001, ISO 14001, ISO 45001, ISO 19443, MASE, UTO et CEFRI.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
10	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10-II	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
11	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10-IV	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	12 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	rétenion des zones de TS NC11_2021	Arrêté Préfectoral du 26/06/2009, article 7.4.3.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Rétention des zones de TS	Arrêté Préfectoral du 26/06/2009, article 7.4.3.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	/	Sans objet
4	Analyses PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4-II	/	Sans objet
5	Contrôle de recalage	Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 3.1.2.	/	Sans objet
6	Rejets Atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 26/06/2009, article 3.2.3.	/	Sans objet
7	Fiches de données de sécurité	Arrêté Préfectoral du 26/06/2009, article 71.1.	/	Sans objet
8	Gestion des substances	Arrêté Préfectoral du 26/06/2009, article 7.3.	/	Sans objet
9	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10-I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite de ce jour a permis de lever les non-conformités restantes qui faisaient suite à l'inspection réalisée en mars 2024.

Un point sur les résultats des analyses des substances PFAS réalisées en 2024 a aussi été réalisé.

Si l'exploitant n'a pas pu déterminer l'origine de la présence de ces substances en 2024, elles ne sont dorénavant plus présentes dans les rejets du site. Bien que non utilisateur de ces substances, l'exploitant va, malgré tout, continuer à les suivre annuellement.

Un système de détection automatique devra être mis en place dans les meilleurs délais, et ce malgré de nombreuses contraintes techniques, pour permettre de lever les non-conformités mises en évidence ce jour.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : rétention des zones de TS NC11_2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2009, article 7.4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des zones de TS
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 15/10/2024
Prescription contrôlée : <p>[...] Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche.</p> <p>Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné.[...]</p>
<p><u>Constats précédents :</u></p> <p><i>L'exploitant déclare que des tests d'intégrité des cuves de traitement sont réalisés lorsque les bains sont changés.</i></p> <p><i>Dans l'atelier acier carbone, il a été constaté que la partie visible de la zone de rétention n'est pas dans un bon état de propreté et ne permet pas de vérifier son bon état. De plus, l'inspection a constaté que le béton est rongé sur la paroi Sud-Ouest de la rétention du bâtiment acier carbone à proximité de la cuve contenant du produit HYDRODECAP ACIER.</i></p> <p><i>Le test d'étanchéité réalisé par l'exploitant ne permet pas de juger l'étanchéité de l'intégralité des parois de la rétention.</i></p> <p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection réalisée en mars 2023, l'exploitant a décidé d'équiper les trois cuves de l'atelier carbone d'une double peau. Les travaux ont été réalisés au gré des possibilités liées au fonctionnement du site ainsi qu'aux disponibilités non seulement de la société TSCT qui est en charge des travaux mais aussi de matières premières.</p> <p>L'une des trois était déjà équipée en mars 2023, une deuxième a été équipée en juillet 2025 et la troisième reste à mettre en place.</p> <p>La mise en place de la double peau sur la troisième cuve est prévue en novembre.</p> <p>Demande n° 1 : L'exploitant fera parvenir à l'inspection des installations classées des photos de la réalisation des travaux ainsi que la facture attestant la réalisation de ceux-ci.</p> <p>Par ailleurs, la vérification de l'étanchéité des parois est réalisée à chaque fois qu'un bain de traitement de surface est détruit.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rétention des zones de TS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2009, article 7.4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des zones de TS
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 15/10/2024
Prescription contrôlée : <p>Les sols des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre ou contenant des substances très toxiques et toxiques définies par l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration. la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances sont munis d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche. [...]</p>
<p><u>Constats précédents :</u></p> <p><i>Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté que le sol de la zone de lavage de l'atelier carbone est en mauvais état.</i></p> <p><i>De plus, il y a un trou dans le muret bordant la zone de rétention (séparation entre la zone de nettoyage et la rétention). Une petite partie des eaux de lavage rejoignent la zone de rétention via ce trou.</i></p> <p><i>Les zones de rétention ne sont pas des zones de travail et doivent servir uniquement en cas de fuite. Les écoulements liés aux lavages ne doivent donc pas rejoindre la rétention.</i></p> <p><i>L'exploitant indique que le caniveau central de l'atelier acier carbone est nettoyé lorsque nécessaire sans qu'aucun suivi ne soit réalisé. Lors de la visite, ce caniveau comportait une quantité de boue importante (plusieurs cm), ne permettant pas de déceler une éventuelle fuite dans le caniveau.</i></p> <p>Constats :</p> <p>Suite à la visite d'inspection de mars 2023, un réagréage temporaire de la zone de lavage avait été réalisé dans l'atelier carbone et les trous constatés dans le muret bordant la zone de rétention avaient été colmatés de sorte que les eaux de lavages ne puissent plus s'écouler dans la rétention. Au cours de la visite, l'inspection des installations classées a pu vérifier l'état du sol de l'atelier carbone. Ce dernier semble encore conforme malgré quelques éclats présents sur la première couche.</p> <p>L'exploitant indique que, pendant la période de travaux d'installation de la double peau de la dernière cuve, un réagréage complet sera réalisé sur le sol de la zone de lavage. Les matériaux prévus pour réaliser ce réagréage sont déjà présents sur le site.</p> <p>Il est aussi prévu que les matériaux sortant des cuves soient posés sur les plaques permettant de protéger le sol et d'augmenter sa durée de vie. Ce sont en effet les chaînes qui font le plus de dégâts lorsqu'elles entrent en contact avec le sol.</p> <p>Par ailleurs, le caniveau central de l'atelier continue d'être nettoyé au besoin et inspecté suite à chaque nettoyage. Il était propre le jour de la visite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Substances PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : Le site HYDROCHEM de Donzère n'est ni producteur, ni utilisateur de substances PFAS. Les pièces qui sont traitées sur site n'ont pas vocation à en contenir non plus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Analyses PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. [...]
Constats : La campagne d'analyses des substances PFAS dans les rejets a bien été réalisée par le laboratoire Analytice entre février et avril 2024. Si les résultats des analyses de février et de mars n'ont pas mis en évidence la présence de substances PFAS dans les rejets, l'analyse réalisée en avril a mis en évidence la présence des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">– acide perfluorobutanoïque (PFBA), à une concentration de 50 ng/l pour une limite de quantification s'élevant à 20 ng/l ;– acide perfluorobutanesulfonique (PFBS), à une concentration de 14 000 ng/l pour une limite de quantification s'élevant à 20 ng/l. Les autres substances PFAS mesurées étant toutes inférieures à la limite de quantification de 20 ng/l. Suite à ces résultats, l'exploitant a commandé en mai 2024 de nouvelles analyses auprès du laboratoire TERANA.

<p>Si l'acide perfluorobutanoïque (PFBA) n'est pas quantifié dans ces analyses, l'acide perfluorobutanesulfonique (PFBS) reste quantifié à une concentration de 2 500 ng/l.</p> <p>Ces analyses mettent aussi en évidence la mesure de l'indice de Fluorures Organiques Adsorbables (AOF) à une concentration de 11 000 ng/l.</p> <p>Compte tenu de l'utilisation d'acide fluorhydrique dans le process industriel, cet indice AOF n'est pas nécessairement révélateur de la présence de substances PFAS.</p> <p>Compte tenu de l'activité du site, l'exploitant n'a pas réussi à déterminer la provenance des substances PFAS dans ses rejets analysés en avril et en mai 2024.</p> <p>Dans une démarche de suivi volontaire, qu'il compte pérenniser à une périodicité annuelle, l'exploitant a réalisé en avril 2025 une nouvelle analyse des substances PFAS dans ses rejets.</p> <p>Hormis l'indice AOF avec une concentration égale à 120 ng/l, cette analyse ne quantifie aucune des substances PFAS.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Contrôle de recalage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 3.1.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise convenablement et chaque trimestre les mesures comparatives qui lui sont demandées réglementairement.</p> <p>Le dernier a eu lieu le 25 juin 2025.</p> <p>Si les résultats d'autosurveillance de l'exploitant ne faisaient ressortir aucun dépassement, ceux du laboratoire LANAE (agréé COFRAC) montraient un dépassement sur les matières en suspension avec une mesure à 44 mg/l pour le laboratoire contre 4,2 mg/l pour l'autosurveillance.</p> <p>L'exploitant a donc commandé une contre-expertise sur le même échantillon, auprès du laboratoire TERANA (agréé COFRAC), pour une mesure à 4,2 mg/l.</p> <p>L'exploitant fait part de son mécontentement vis-à-vis de son prestataire et du fait que, pour certains paramètres, les mesures comparatives nécessitent souvent des contre-analyses qui, finalement, montrent que l'autosurveillance donne des résultats convenables.</p> <p>Par ailleurs, les déclarations GIDAF réalisées par l'exploitant ne font pas ressortir de dépassements alarmant sur les paramètres visés. Seul un dépassement de la température de l'eau de rejet en période canicule, au mois d'août, est apparu cette année.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Rejets Atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2009, article 3.2.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

La teneur en polluants avant rejet des gaz et vapeurs respecte avant toute dilution les limites fixées comme suit. Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degrés K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec)

Polluant	Rejet direct en mg/m³
Acidité totale exprimée en H	0,5
HF exprimé en F	2
Cr Total	1
Cr VI	0,1
Ni	0,1
CN	1
Alcalins exprimés en OH	10
NOx exprimés en NO₂	200
SO₂	10
NH₃	10

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.
[...]

Constats :

La teneur en polluants avant rejet des gaz et vapeurs est mesurée par l'exploitant chaque mois. Au cours de la dernière mesure, aucun dépassement n'a été relevé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2009, article 71.1.
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (substances, bains, bains usés, bains de rinçage...); les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation. [...]
Constats : L'exploitant tient un registre des fiches de données de sécurité (FDS) de substances et mélanges présents, ou ayant été présents, sur site. À chaque commande d'un produit concerné par une FDS, l'exploitant demande systématiquement cette dernière à son fournisseur. Cela lui permet de tenir le registre à jour en ayant les dernières versions de FDS. Par échantillonnage, l'inspection a balayé les FDS des deux produits suivants, parmi les plus utilisés sur le site : <ul style="list-style-type: none">– Acide Fluorhydrique, mise à jour le 13 septembre 2021, conforme à la réglementation ;– Acide nitrique, mise à jour le 2 mai 2024, conforme à la réglementation. Au cours de la visite du site, l'inspection a pu constater que les préconisations concernant le stockage sont bien respectées sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Gestion des substances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2009, article 7.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des substances
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. [...] Les réserves de substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.
Constats : L'exploitant tient à jour, à chaque entrée/sortie de produits, l'état des stocks demandé par la prescription. Cet état des stocks est disponible sur le serveur du site et peut être mis, le cas échéant, à la disposition des services d'incendie et de secours. Au cours de la visite du site, l'inspection a pu constater que les substances sont entreposées à l'abri de l'humidité dans des locaux munis de systèmes de fermeture de sûreté et bien ventilés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10-I
Thème(s) : Risques accidentels, Moyen d'alerte et équipements
Prescription contrôlée : I. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. L'installation est notamment dotée : a) d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; b) d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : L'exploitant indique qu'à ce jour, il n'est pas en conformité avec les prescriptions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006. Cet article, modifié suite à la publication de l'arrêté du 20 avril 2023, est applicable depuis le 1er juillet 2024. Si le site est bien pourvu d'extincteurs qui sont vérifiés chaque année par la société DESAUTEL, la dernière vérification datant du 27 juin 2025, et si le personnel est formé à la manipulation de ces extincteurs tous les ans par cette même société, il n'y a cependant pas d'alarme automatique. Seules deux sirènes à gaz (une dans les bureaux et une pour les ateliers) sont présentes sur site et permettent de signaler un éventuel incendie et de déclencher la procédure d'alerte des services d'incendie et de secours, qui par ailleurs sont des voisins directs du site d'exploitation. Un test de situation d'urgence est réalisé sur le site chaque année.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10-II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de détection automatique
Prescription contrôlée : II. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé : – dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ; – dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface. Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.
Constats : À l'heure actuelle, ni le local de stockage des liquides inflammables ni les ateliers (inox et carbone) abritant les installations de traitement de surface ne sont équipés de dispositifs de détection automatique d'incendie. Si la mise en place d'un tel système dans le local de stockage semble réalisable sans difficulté technique majeure, l'exploitant fait part de ses doutes quant à l'installation d'un tel dispositif dans les ateliers de traitement de surface. En effet, l'atmosphère acide des ateliers dégrade très rapidement les systèmes de détection. Non-conformité n° 1 : il n'existe pas de dispositif de détection automatique d'incendie sur le site, ni dans le local de stockage des liquides inflammables ni dans les ateliers de traitement de surface.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 6 mois, l'exploitant établit une étude de faisabilité et un plan d'action visant à répondre à la réglementation et un échéancier des actions à mettre en place pour revenir à une situation conforme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10-IV
Thème(s) : Risques accidentels, Liste de détecteurs, dimensionnement et entretien
Prescription contrôlée : IV. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle. Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Compte tenu des éléments énoncés précédemment, les attentes réglementaires visées à ce point ne peuvent être établies en l'état. L'exploitant veillera donc à un retour à la conformité à l'issue de la mise en place du plan d'action.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : À l'issue de la mise en place du plan d'action demandé dans le point de contrôle précédent, l'exploitant est en conformité avec cette prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois